



Distribution: générale

WFP/EB.1/2017/15

Date: 15 juin 2017

Original: anglais

Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur le site Web du PAM (<http://executiveboard.wfp.org>).

Résumé des travaux de la première session ordinaire de 2017 du Conseil d'administration

Table des matières

	<i>page</i>
Questions stratégiques actuelles et futures	
2017/EB.1/1	3
Remarques liminaires de la Directrice exécutive	
Invité d'honneur: M. Filippo Grandi, Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés	5
Questions de politique générale	
2017/EB.1/2	6
Politique en matière de changement climatique	
2017/EB.1/3	6
Politique environnementale	
2017/EB.1/4	7
Politique en matière de nutrition	
Ressources, questions financières et budgétaires	
2017/EB.1/5	8
Additif au Plan de gestion du PAM pour 2017–2019: Utilisation du Compte de péréquation des dépenses AAP	
Rapports d'évaluation	
2017/EB.1/6	9
Rapport succinct de l'évaluation de la politique du PAM en matière de développement des capacités, et réponse de la direction	
Portefeuille d'activités dans la région Amérique latine et Caraïbes	
2017/EB.1/7	10
Augmentations budgétaires pour des interventions prolongées de secours et de redressement – Haïti 200618	
2017/EB.1/8	11
Plans stratégiques de pays – El Salvador (2017–2021)	
2017/EB.1/9	12
Plans stratégiques de pays – Équateur (2017–2021)	
Rapport sur la visite du Conseil d'administration du PAM en Équateur	12

2017/EB.1/10	Plans stratégiques de pays – Colombie (2017–2021)	13
Portefeuille d'activités dans la région Afrique australe		13
2017/EB.1/11	Plans stratégiques de pays – Zimbabwe (2017–2021)	14
Portefeuille d'activités dans la région Afrique de l'Est et Afrique centrale		15
2017/EB.1/12	Augmentations budgétaires pour des interventions prolongées de secours et de redressement – Ouganda 200852	15
Portefeuille d'activités dans la région Afrique de l'Ouest		16
2017/EB.1/13	Rapport succinct de l'évaluation de l'intervention lancée par le PAM pour faire face à la crise liée au virus Ebola: Guinée, Libéria et Sierra Leone, et réponse de la direction	16
Portefeuille d'activités dans la région Asie et Pacifique		17
2017/EB.1/14	Rapport succinct de l'évaluation du portefeuille d'activités à Sri Lanka (2011–2015), et réponse de la direction	18
2017/EB.1/15	Plans stratégiques de pays – Bangladesh (2017–2020)	18
2017/EB.1/16	Plans stratégiques de pays – Indonésie (2017–2020)	19
2017/EB.1/17	Plans stratégiques de pays – Chine (2017–2021)	20
2017/EB.1/18	Plans stratégiques de pays – République démocratique populaire lao (2017–2021)	20
Portefeuille d'activités dans la région Moyen-Orient, Afrique du Nord, Europe orientale et Asie centrale (tour d'horizon régional)		21
Questions d'administration et de gestion		
2017/EB.1/19	Rapports du Corps commun d'inspection intéressant le travail du PAM	21
2017/EB.1/20	Point sur la politique de lutte contre la fraude et la corruption	22
Annexe I	Décisions et recommandations	23
Annexe II	Ordre du jour	28
	Liste des sigles utilisés dans le présent document	30

Questions stratégiques actuelles et futures

Remarques liminaires de la Directrice exécutive (2017/EB.1/1)

1. Rappelant au Conseil qu'en 2012 elle s'était engagée à adapter la structure du PAM de sorte que celui-ci puisse s'acquitter plus efficacement de sa mission, à savoir éliminer la faim, la Directrice exécutive a fait observer que les programmes du PAM contribuaient désormais non seulement à sauver des vies, mais aussi à transformer l'existence de ceux qui en bénéficiaient, l'aide alimentaire étant remplacée par l'assistance alimentaire selon qu'il convenait. Toutefois, il y avait encore beaucoup à faire, le PAM devant faire face à des alertes de famine dans quatre pays d'Afrique. Grâce à des outils d'alerte rapide exploités avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le PAM avait pu donner l'alerte avant que les crises ne s'installent. Au Nigéria, il venait en aide chaque mois à 1 million de personnes et prévoyait de porter secours d'ici au mois d'avril à tous ceux qui étaient dans le besoin, soit 1,8 million de personnes. Le Yémen était confronté à la pire crise alimentaire au monde, 65 pour cent des ménages étant en situation d'insécurité alimentaire. Malgré les difficultés liées au conflit, le PAM parvenait à aider 7 millions de personnes, mais la réduction des rations à 35 pour cent des quantités prévues risquait d'aboutir à une catastrophe alimentaire. Au Soudan du Sud, le PAM avait fourni une assistance alimentaire à 4 millions de personnes en 2016, mais le manque d'accès humanitaire avait provoqué une famine dans l'État de l'Unité.
2. L'aide humanitaire ne pouvait pas à elle seule instaurer durablement la sécurité alimentaire; des solutions politiques s'imposaient également pour garantir la paix et une gouvernance responsable, et pour permettre d'améliorer les infrastructures. En République arabe syrienne et dans les pays voisins, 4,7 millions de personnes ne pouvaient se déplacer librement, et 640 000 vivaient en état de siège. En 2016, le PAM avait apporté son aide à 4 millions de personnes chaque mois, souvent dans des conditions dangereuses. En Iraq, il distribuait des rations complètes à 890 000 personnes supplémentaires mais, si la partie occidentale de Mossoul était reprise, 750 000 autres personnes auraient besoin d'une aide d'urgence.
3. Parallèlement à ces crises liées à des conflits, les situations d'urgence engendrées par El Niño atteignaient leur paroxysme en Afrique australe, où le PAM portait secours à plus de 10 millions de personnes dans sept pays en janvier 2017 – soit trois fois plus qu'en août 2016 – et prévoyait de venir en aide à 13 millions de personnes d'ici au mois de mars.
4. En plus de sauver des vies, le PAM en transformait également avec le concours de ses partenaires. En 2017, il prévoyait des transferts de type monétaire d'un montant de 1,2 milliard de dollars É.-U., ce qui le placerait au premier rang des organismes remettant des espèces dans le cadre du système d'aide humanitaire, tandis que son programme relatif aux systèmes alimentaires mis en place avec les autres organismes ayant leur siège à Rome et d'autres partenaires des Nations Unies aidait les petits exploitants et encourageait les entreprises du secteur privé et d'autres organisations à collaborer à l'appui de l'ensemble du système alimentaire, notamment par l'intermédiaire de l'alliance créée par le PAM pour rapprocher les exploitants agricoles des marchés (*Farm to Market Alliance*).
5. Face à un volume des besoins sans précédent conjugué à des ressources déjà très sollicitées, il était indispensable de faire des économies et d'améliorer l'efficacité. À son achèvement en 2016, l'initiative visant à adapter la structure du PAM à sa mission avait généré des économies d'un montant de 122 millions de dollars, et l'initiative Excellence en matière de coûts continuait de contribuer à diminuer les coûts et à améliorer les pratiques et les systèmes institutionnels, permettant ainsi au personnel de consacrer davantage de son temps aux opérations.
6. L'initiative visant à adapter la structure du PAM à sa mission avait ouvert la voie à la mise en œuvre de la feuille de route intégrée à partir de 2017. Une nouvelle structure de gestion menée par le Directeur exécutif adjoint était en place, et les huit premiers plans stratégiques de pays (PSP) seraient soumis au Conseil à sa présente session; le Secrétariat veillerait à ce que le Conseil dispose du temps nécessaire pour exercer ses responsabilités en matière de gouvernance et de contrôle eu égard à la feuille de route intégrée. Le PAM adaptait son nouveau Plan stratégique aux objectifs de l'Examen quadriennal complet et collaborait avec les autres organismes sis à Rome pour veiller à ce que ses activités complètent les leurs.

7. La mise en œuvre de la feuille de route intégrée serait principalement financée en réorientant 22,2 millions de dollars issus des ressources existantes et en utilisant un montant supplémentaire de 8,2 millions de dollars provenant du Compte de péréquation des dépenses administratives et d'appui aux programmes (AAP), sous réserve de l'approbation du Conseil.
8. Pour améliorer les contrôles internes et la gestion des risques, des examens préventifs d'intégrité avaient été réalisés à titre expérimental en 2016, et une équipe pluridisciplinaire élaborait un plan d'action et des protocoles pour donner suite aux recommandations et aux constatations issues de ces examens. Le plan serait achevé d'ici à la fin du mois de février.
9. Les investissements consacrés au personnel comprenaient un accroissement des possibilités de formation, le nombre de cours suivis ayant augmenté en 2016 de près de 50 pour cent par rapport à 2015; l'amélioration de la politique relative aux promotions; et la mise en œuvre du projet relatif aux agents recrutés sur le plan national, destiné à tirer parti des compétences de ce personnel, y compris en pourvoyant davantage de postes de haut niveau par la voie du recrutement national.
10. Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et le PAM étaient les deux seuls organismes des Nations Unies à généraliser la prise en considération de la problématique hommes-femmes à l'échelle des bureaux de pays. Lancé en 2016, le Programme de transformation en matière d'égalité des sexes était mis en œuvre dans 11 bureaux de pays et serait étendu à tous les bureaux de pays d'ici à 2020. Une boîte à outils sur l'égalité des sexes facilitait la prise en compte de la problématique hommes-femmes dans les activités du PAM, et la proportion de femmes occupant des postes d'administration et d'encadrement était en augmentation.
11. S'agissant de la nomination du nouveau Directeur exécutif, la date de clôture du dépôt des nominations et des candidatures était le 28 février, et la direction préparait la transition afin qu'elle se fasse en douceur.
12. Le Conseil a chaudement salué les réalisations accomplies par la Directrice exécutive au fil des cinq années écoulées; le doublement des contributions, l'accroissement de l'efficacité et les réformes de fond réalisées – en particulier la feuille de route intégrée – faciliteraient pour le PAM la mise en œuvre du Programme 2030, tout en offrant des exemples à suivre pour d'autres organismes des Nations Unies. Les membres ont remercié M. Filippo Grandi pour son allocution et pour l'aide apportée par son organisation aux réfugiés de par le monde.
13. Saluant le fait que la feuille de route intégrée rapprochait l'action humanitaire et le développement en s'appuyant sur l'action des acteurs locaux, nationaux et internationaux, les membres ont dit souhaiter être régulièrement informés de l'état d'avancement de sa mise en œuvre. Ils ont salué les nouvelles politiques sur le changement climatique, l'environnement, la nutrition et la lutte contre la fraude et la corruption, qui étaient pertinentes et opportunes compte tenu de la situation mondiale et des dernières évolutions.
14. De nombreux membres ont souligné l'importance d'améliorer les partenariats et la collaboration interorganisations, notamment entre les organismes sis à Rome, pour ce qui était d'aider les réfugiés, de renforcer la résilience, d'œuvrer à la consolidation de la paix et de procéder conjointement à des évaluations et à un suivi. Ils ont fait observer que la préparation et la mise en œuvre des PSP aidaient les bureaux de pays à conclure des partenariats au niveau national, et que le PAM jouait également un rôle déterminant dans le cadre des partenariats dont il n'était pas le chef de file, par exemple dans le système des coordonnateurs régionaux. Il conviendrait de renforcer les capacités du personnel du PAM en matière d'établissement de partenariats et de mise en œuvre de la feuille de route intégrée.
15. Face aux besoins humanitaires grandissants, les membres ont engagé les donateurs à augmenter leurs contributions pluriannuelles et non affectées, et mentionné la conférence sur la Syrie qui se tiendrait à Bruxelles et une conférence consacrée aux annonces de contribution pour faire face à la crise nigériane, qui se déroulerait en Norvège. Ils souhaitaient avoir plus de renseignements sur la façon dont un financement pluriannuel contribuait à accroître l'efficacité des interventions. Compte tenu des conflits prolongés, des déplacements massifs de population et de la multiplication des attaques dont était la cible le personnel humanitaire, une attention accrue

devait être portée aux questions liées aux droits de l'homme, au droit y afférent ainsi qu'au droit humanitaire.

16. Le Conseil a salué la version actualisée de la politique de lutte contre la fraude et la corruption, qui accroîtrait la confiance accordée au PAM par les donateurs en améliorant la gestion des risques et les contrôles internes. Les membres ont dit attendre avec intérêt de pouvoir prendre connaissance des plans d'action visant à mettre en œuvre cette politique.
17. La Directrice exécutive a remercié le Conseil d'avoir participé à l'élaboration de la feuille de route intégrée, et ses membres d'avoir contribué aux interventions du PAM, notamment à la faveur de la coopération Sud-Sud. En réponse aux points soulevés, elle a indiqué que le PAM s'employait à résoudre les difficultés rencontrées par les réfugiés des deux côtés de la frontière afghano-pakistanaise; que le système des Nations Unies accordait une attention accrue à la consolidation de la paix et aux liens existant entre les conflits et l'insécurité alimentaire; et que le PAM s'efforçait de généraliser ses activités menées à l'appui des personnes vivant avec le VIH et le sida et de mobiliser des financements à cet égard, afin de combler les lacunes engendrées par le déficit de financement du Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida.
18. La situation des réfugiés rohingyas du Myanmar serait évoquée pendant l'exposé consacré à la situation dans la région de l'Asie et du Pacifique. Le PAM fournissait une assistance alimentaire, mais les ressources manquaient pour cette intervention.

Invité d'honneur: M. Filippo Grandi, Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés

19. Le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, M. Filippo Grandi, a mis en avant l'étroit partenariat existant entre le PAM et le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR): leurs responsabilités complémentaires, leur présence marquée sur le terrain et l'accent mis sur les bénéficiaires faisaient qu'ils abordaient de la même façon la lutte à mener contre les facteurs interdépendants complexes de la faim et des déplacements, et les moyens de surmonter le clivage entre l'action humanitaire et le développement. Rappelant la tradition qui consistait à offrir une terre d'asile aux personnes en détresse par-delà les cultures et les religions, il a réitéré sa préoccupation face à certains discours associant les réfugiés aux menaces pesant sur la sécurité, et aux tentatives récentes d'empêcher les réfugiés de quitter leur région d'origine ou d'entraver l'accès aux procédures d'asile. Les activités de plaidoyer menées conjointement avec le PAM sur ces fronts se poursuivraient. La Déclaration de New York adoptée lors du Sommet des Nations Unies pour les réfugiés et les migrants en septembre 2016 constituait un engagement politique fort soulignant la nécessité de partager la responsabilité à l'égard des réfugiés et la solidarité avec leurs communautés d'accueil. Cet engagement devait impérativement donner lieu à des mesures concrètes suivies.
20. Alors que le nombre de personnes réfugiées et déplacées de par le monde atteignait le niveau record de plus de 65 millions, des crises survenues simultanément exigeaient des financements flexibles et des modes d'intervention de plus en plus souples. Le PAM et le HCR devaient disposer des ressources nécessaires pour intervenir et transposer rapidement l'assistance à plus grande échelle dans les cas les plus préoccupants, notamment en Iraq, dans le bassin du lac Tchad, en République arabe syrienne et dans sa région, dans la Corne de l'Afrique et au Soudan du Sud.
21. Alors qu'il était de plus en plus largement admis que les déplacements forcés faisaient obstacle au développement, la tendance était désormais à l'intégration des réfugiés dans les systèmes nationaux, en assurant le développement de leurs compétences et en leur offrant des débouchés économiques, et au rapprochement de l'action humanitaire et des mesures plus générales visant à favoriser le développement et à éradiquer la pauvreté. Les modèles englobaient l'Ouganda, où les réfugiés avaient accès à la terre, et la République islamique d'Iran, où ils étaient pris en charge par le système public d'assurance maladie et où les enfants sans papiers pouvaient être scolarisés comme les enfants du lieu. Des partenaires tels que la Banque mondiale, tenant compte de cette tendance, mettaient en œuvre de nouvelles approches, en particulier dans les pays à revenu intermédiaire.
22. L'emploi des espèces comme outil d'assistance jouait un rôle important s'agissant de la protection des personnes concernées, contribuait au respect de la dignité de celles-ci et offrait un lien avec l'économie locale. Le HCR et le PAM s'efforçaient de trouver une approche collaborative,

complémentaire et inclusive des transferts d'espèces. Permettre aux réfugiés de participer aux structures économiques des communautés d'accueil était bénéfique aux deux groupes concernés, approche qu'appuyait la stratégie conjointe du PAM et du HCR relative à l'autosuffisance, lancée lors du sommet des Nations Unies en septembre.

23. Le Haut-Commissaire a exprimé ses remerciements à la Directrice exécutive sortante: le HCR avait grandement bénéficié de son engagement en faveur d'une collaboration renforcée. Elle laisserait derrière elle un Programme alimentaire mondial vigoureux et respecté, pleinement conscient de sa mission et doté d'une vision solide.

Questions de politique générale

Politique en matière de changement climatique (2017/EB.1/2) (pour approbation)

24. Le Secrétariat a présenté la politique en matière de changement climatique, en remerciant les membres du Conseil pour leurs contributions importantes à l'élaboration du document. Le but général de cette politique, qui s'articulait autour de trois objectifs, était d'aider les personnes et les communautés les plus vulnérables à renforcer leur résilience et leurs capacités de sorte qu'elles puissent faire face aux répercussions du changement climatique sur la sécurité alimentaire et la nutrition. Le PAM élaborerait un projet de plan de mise en œuvre visant à renforcer les capacités du personnel et des institutions, à intégrer les travaux relatifs au changement climatique dans les processus de planification stratégique par pays, et à consolider les partenariats. La politique appuierait la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et l'application de l'Accord de Paris.
25. Le Conseil a accueilli cette politique avec satisfaction et félicité le Secrétariat d'avoir associé les membres à son élaboration à la faveur de deux consultations informelles, leurs contributions ayant été prises en compte dans le projet final: la politique était désormais plus cohérente, et l'énoncé de ses objectifs plus clair. Le Conseil s'est félicité de l'harmonisation des activités du PAM avec les objectifs de développement durable (ODD), soulignant que les programmes devaient s'attaquer à des formes particulières de vulnérabilité et que des partenariats solides étaient requis dans tout le système des Nations Unies pour obtenir des résultats durables; le PAM devrait collaborer avec les autres organismes sis à Rome, notamment pour présenter des propositions au Fonds vert pour le climat, et s'efforcer de nouer des partenariats au niveau local, compte tenu des avantages comparatifs des différents acteurs. Il conviendrait de tirer parti de toute possibilité de coopération Sud-Sud. Les membres ont dit souhaité que le PAM appuie les processus nationaux et accède aux financements ayant trait aux questions climatiques.
26. Il serait primordial de veiller à ce que les effets directs puissent être mesurés: les membres ont demandé si des mécanismes et des ressources étaient en place pour évaluer la politique avant la fin de ses cinq ans d'application. Soulignant que le changement climatique avait des effets différents sur les femmes, les hommes, les filles et les garçons, un membre a engagé le PAM à porter une attention particulière aux femmes et aux filles. Un autre a demandé que le terme "intelligentes face au climat" utilisé au paragraphe 41 soit remplacé par "durables", conformément aux trois piliers (social, économique et environnemental) évoqués lors des consultations. Les membres ont pris note de la possibilité de recourir plus largement aux instruments de transfert des risques pour assurer une gestion plus complète des risques climatiques et permettre de mieux tirer profit des ressources existantes. Ils ont demandé des précisions sur la manière dont le PAM veillerait à renforcer convenablement les capacités du personnel.
27. Le Secrétariat a pris note des observations du Conseil et confirmé que le développement des capacités du personnel constituerait un axe majeur du plan de mise en œuvre; en outre, si une évaluation serait conduite au bout de cinq ans, des discussions étaient toutefois en cours au sujet des indicateurs de performance et de la manière d'évaluer au mieux les progrès entre-temps.

Politique environnementale (2017/EB.1/3) (pour approbation)

28. Le Secrétariat a présenté la politique environnementale, rappelant qu'elle avait été élaborée pour combler une lacune dans l'architecture des politiques du PAM. Elle complétait la politique en matière de changement climatique, qui venait d'être adoptée: la première portait sur l'impact des

activités du PAM sur l'environnement, tandis que l'autre traitait des effets du changement climatique sur le travail du PAM.

29. Le Conseil a félicité le Secrétariat d'avoir mené des consultations de grande ampleur et transparentes dans le cadre de l'élaboration de la politique, celle-ci constituant à ses yeux une mise à jour appréciée de la politique précédente du PAM, datant de 1998, et tenant compte des meilleures pratiques actuelles. Les membres ont salué la concordance de la politique avec le Programme 2030 en ce qu'elle reconnaissait le rôle essentiel de l'environnement dans la réalisation de tous les ODD, sa complémentarité avec la politique en matière de changement climatique et le fait qu'elle prévoyait des engagements en matière de responsabilité environnementale à tous les niveaux des opérations du PAM. Les membres ont approuvé les efforts déployés pour faire correspondre les normes environnementales du PAM avec les attentes des donateurs et des communautés bénéficiaires – les donateurs exigeaient de plus en plus que les différents organismes soient dotés de telles politiques pour pouvoir recevoir des fonds, et les bénéficiaires englobaient de nombreux ménages pauvres lourdement tributaires de services écosystémiques et donc extrêmement vulnérables face aux dégradations que pourrait subir l'environnement.
30. Le Conseil a dit attendre avec intérêt des informations sur la mise en œuvre de la politique. Plusieurs membres ont souligné que le plan d'action y afférent devait assurer la coordination et la complémentarité avec les autres acteurs, en particulier harmoniser plus clairement les activités parallèles dans les portefeuilles des organismes sis à Rome. Des outils importants avaient été élaborés pour gérer l'impact des opérations humanitaires sur l'environnement: le Conseil a encouragé le PAM à les étudier, à éviter les doublons au niveau des activités menées et à tirer parti des travaux d'autres entités des Nations Unies, notamment les directives et les ressources mises en place par le Bureau de la coordination des affaires humanitaires et le Programme des Nations Unies pour l'environnement.
31. Plusieurs membres ont suggéré des améliorations à la politique, notamment y faire figurer des conseils plus explicites sur les objectifs du PAM en matière d'achats durables, comme des normes minimales de certification pour l'achat de produits sensibles susceptibles d'avoir un gros impact sur l'environnement; ou s'engager à acheter des types de cultures sous-utilisés pour promouvoir la biodiversité agricole. Des membres ont également demandé des éclaircissements sur les ressources consacrées au suivi et à l'évaluation, et préconisé l'utilisation d'indicateurs de l'impact sur les bénéficiaires afin d'évaluer les avantages obtenus sur le plan social comme environnemental. Plusieurs membres ont reconnu les multiples bienfaits des achats locaux de produits alimentaires, tandis qu'un membre a demandé que soit modifié au paragraphe 30 le passage concernant l'impact environnemental des achats locaux.
32. Tout en se félicitant de l'appui manifesté par le Conseil, le Secrétariat a assuré aux membres que le PAM collaborait avec ses partenaires du système des Nations Unies et d'autres afin de tirer parti des capacités, des directives et des outils existants, et il a confirmé que plusieurs éléments seraient développés plus avant dans le plan de mise en œuvre de la politique, y compris la concertation avec les spécialistes des achats au PAM et d'autres experts de la question en vue de prendre en compte les normes appropriées et de faire correspondre les dispositions retenues avec une réflexion plus large sur le cycle de vie. Les quelque 5 millions de dollars requis pour mettre en œuvre la politique constitueraient un placement prudent, puisque cela donnerait accès aux financements consentis par le Fonds vert pour le climat et à d'autres ressources allouées par les donateurs sous réserve que de bonnes pratiques environnementales soient en place.

Politique en matière de nutrition (2017/EB.1/4) (pour approbation)

33. Le Secrétariat a remercié les membres du Conseil pour leur contribution à l'élaboration de la politique en matière de nutrition, qui était conforme à la feuille de route intégrée, aux ODD et aux recommandations issues de l'évaluation de la politique précédente, réalisée en 2015. Tout en s'appuyant sur de nouvelles données factuelles tirées des travaux menés sur le plan de la nutrition, la nouvelle politique reprenait de nombreux éléments de la politique précédente, notamment l'accent mis sur les 1 000 premiers jours suivant la conception. Le traitement et la prévention de la malnutrition représentaient 80 pour cent des activités du PAM dans le domaine de la nutrition. Parmi les ajustements apportés à la nouvelle politique figuraient l'attention accordée au surpoids

- et à l'obésité ainsi que l'accent mis sur les régimes alimentaires riches en nutriments. La politique serait mise en œuvre par le biais de plans nationaux et des PSP, en partenariat avec les autres organismes sis à Rome, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), l'Organisation mondiale de la Santé et d'autres organismes des Nations Unies.
34. Le Conseil a jugé la politique opportune et pertinente, en particulier par rapport à l'ODD 2. Les membres se sont dits satisfaits du processus consultatif ayant présidé à l'élaboration de la politique, de la priorité accordée aux problèmes de nutrition, de l'approche visant à transformer les relations entre les sexes et de l'accent mis sur le partage des données d'expérience entre les pays. Ils ont apprécié l'engagement pris d'utiliser les plateformes nationales de protection sociale pour contribuer à réduire les coûts afférents à la transposition à plus grande échelle des opérations; la prise en compte systématique de la dimension nutritionnelle dans toutes les politiques et interventions du PAM, notamment à la faveur d'activités visant à faire évoluer les comportements; et l'utilisation flexible d'approches spécifiquement axées sur la nutrition et à dimension nutritionnelle ainsi que de stratégies et de modalités d'exécution diverses.
 35. Les membres ont encouragé le Secrétariat à préciser ses plans pour promouvoir la prise en charge des interventions nutritionnelles par les instances nationales ainsi qu'à définir les modes de collaboration du PAM avec ses partenaires. Ils ont salué la création d'une unité chargée de la nutrition dans les situations d'urgence, qui coordonnerait son travail avec celui de l'UNICEF et du module d'action groupée en matière de nutrition, et ils ont dit attendre avec intérêt que soient établis des plans d'action régionaux répartissant clairement les tâches entre les organismes des Nations Unies et prévoyant une accentuation des travaux menés conjointement pour examiner, planifier, exécuter et évaluer les activités nutritionnelles.
 36. Se félicitant que la politique suive une approche fondée sur des données factuelles, les membres ont recommandé de renforcer le suivi de la contribution du PAM à la base de connaissances mondiale sur la nutrition, et de mesurer plus en détail les effets des activités à dimension nutritionnelle et spécifiquement axées sur la nutrition, l'incidence des achats locaux sur les effets directs en matière de nutrition, et les avantages comparatifs des transferts de type monétaire. Ils ont souligné qu'il fallait renforcer les capacités du personnel, notamment en matière de suivi et d'évaluation des interventions nutritionnelles, et ils ont demandé des éclaircissements sur les liens entre la pauvreté et la malnutrition sous toutes ses formes.
 37. Le Secrétariat a noté tous les points soulevés et s'est engagé à présenter au Conseil un plan de mise en œuvre à sa session de juin ainsi que des mises à jour régulières au fil de l'exécution de la politique.

Ressources, questions financières et budgétaires

Additif au Plan de gestion du PAM pour 2017–2019: Utilisation du Compte de péréquation des dépenses AAP (2017/EB.1/5) (pour approbation)

38. Le Secrétariat a présenté le document, rappelant la décision du Conseil de reporter l'examen de ce point en attendant que soit approuvée la feuille de route intégrée, et donné un aperçu des facteurs budgétaires déterminants pour les quatre initiatives internes d'importance primordiale pour lesquelles les fonds étaient demandés.
39. Le Conseil a noté que, selon les prévisions, à l'issue du prélèvement demandé sur le Compte de péréquation des dépenses AAP, le solde de clôture de ce compte devrait être d'au moins 166,8 millions de dollars au 31 décembre 2017, montant nettement supérieur au seuil fixé par le Conseil. Il a donc approuvé l'utilisation des fonds pour appuyer la mise en œuvre de la feuille de route intégrée et des initiatives liées à l'excellence en matière de coûts, l'augmentation du nombre d'évaluations centralisées, et la préparation aux situations d'urgence.
40. Faisant écho aux préoccupations exprimées par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires et le Comité financier de la FAO, le Conseil a demandé à recevoir régulièrement des mises à jour exhaustives sur les coûts et les investissements supplémentaires susceptibles d'être générés après 2017 en lien avec la mise en œuvre de la feuille de route intégrée. Certains membres ont engagé à veiller à ce que la mise en œuvre n'ait pas d'incidences négatives sur la capacité essentielle du PAM à intervenir en cas d'urgence, en réaménageant

notamment les priorités liées à l'affectation du personnel. D'autres ont vivement invité le PAM à rechercher d'autres gains d'efficacité en réduisant le recours aux consultants et en veillant à ce que les dépenses consacrées aux technologies de l'information soient ponctuelles plutôt que récurrentes. Les membres ont demandé que la mise en œuvre de la feuille de route intégrée soit régulièrement examinée et fasse périodiquement l'objet de rapports, et qu'ultérieurement une évaluation détaillée soit menée pour en déterminer les avantages pour le PAM.

41. Le Secrétariat a remercié le Conseil pour son appui et confirmé que la mise en œuvre de la feuille de route intégrée serait soumise à un examen détaillé, et qu'il serait rendu compte de ses avantages dans le Rapport annuel sur les résultats; il a aussi affirmé aux membres que, si les ressources humaines disponibles en interne étaient utilisées dans toute la mesure possible, le principe directeur était toutefois de veiller à éviter tout effet défavorable sur la capacité essentielle du PAM à intervenir en cas d'urgence. Répondant à une question du Conseil, le Secrétariat a précisé que seul le solde des fonds multilatéraux approuvés en juin 2016 serait affecté à la mise en œuvre de la feuille de route intégrée, comme indiqué au paragraphe 38 du document; les plans actuels pour 2017 ne prévoyaient pas d'employer des fonds multilatéraux.

Rapports d'évaluation

Rapport succinct de l'évaluation de la politique du PAM en matière de développement des capacités, et réponse de la direction (2017/EB.1/6) (pour examen)

42. La Directrice de l'évaluation a présenté l'évaluation, qui avait été planifiée de manière à être réalisée après l'approbation des documents relatifs à la feuille de route intégrée; elle couvrait la période 2009–2015, à cheval sur deux plans stratégiques du PAM. La direction a souscrit aux constatations de l'évaluation et appliquait certaines des recommandations, notant que le nouveau Plan stratégique pour 2017–2021 répondait à un grand nombre de questions soulevées et décrivait le rôle croissant que devait jouer le PAM s'agissant du développement des capacités nationales.
43. Le Conseil s'est félicité que l'évaluation répertoriait les facteurs restreignant la portée, l'efficacité et la durabilité du travail mené par le PAM pour développer les capacités, notamment le fait que le personnel ne connaissait pas suffisamment la politique et les outils y afférents. Faisant observer que certains problèmes avaient déjà été soulevés lors de précédentes évaluations, certains membres ont souligné qu'il importait de renforcer les capacités en lien avec la feuille de route intégrée et qu'il fallait à cet égard définir clairement une vision, une stratégie et un modèle de financement en matière de développement des capacités. Ils ont recommandé d'accorder une attention accrue à la coopération Sud-Sud et de diffuser les outils mis au point dans ce domaine.
44. Certains membres ont souligné combien il importait d'accroître les capacités dans les domaines de l'égalité des sexes, de la nutrition et de la résilience. Ils ont instamment engagé la direction à mettre au point des indicateurs destinés à mesurer les effets du développement des capacités dans tous les domaines de programmation pour pouvoir à la fois déterminer les résultats obtenus au niveau des effets directs et procéder à des appréciations qualitatives et quantitatives du "rendement de l'investissement" consacré au renforcement des capacités. Ils ont également souligné la nécessité de concevoir des outils et de renforcer les compétences du personnel en matière de développement des capacités, notamment lors de situations d'urgence, et de veiller à trouver un bon équilibre au moment d'allouer des ressources au développement des capacités et aux besoins d'urgence.
45. Remerciant le Conseil pour sa réponse positive, la Directrice de l'évaluation a fait observer que la mise en œuvre de la politique d'évaluation consistait entre autres à aider les pouvoirs publics et les partenaires nationaux à développer leurs capacités d'évaluation, en déployant notamment de nouveaux responsables de l'évaluation au niveau régional.
46. La direction a ajouté que les pays évaluaient leurs propres besoins en matière de développement des capacités lors des examens stratégiques nationaux Faim zéro qui éclairaient la conception des PSP. Une nouvelle politique sur le renforcement des capacités des pays, qui devrait être présentée au Conseil en 2018, exposerait clairement la vision du PAM en matière de développement des capacités et les liens existants avec d'autres politiques, notamment celle relative à la coopération Sud-Sud. Cette vision serait ensuite prise en compte dans la feuille de route intégrée et les PSP.

Portefeuille d'activités dans la région Amérique latine et Caraïbes

47. En présentant le travail du PAM dans la région, le Directeur régional a noté que l'appui fourni, principalement sous la forme de transferts de type monétaire, restait indispensable dans le couloir de la sécheresse en Amérique centrale, où 1,8 million de personnes nécessitaient une assistance alimentaire.
48. Face aux vulnérabilités accentuées par le changement climatique, le PAM apportait une assistance technique visant à accroître les capacités locales, nationales et régionales en matière de renforcement de la résilience, de réduction des risques de catastrophe et d'adaptation au changement climatique. Il travaillait avec le Centre pour la coordination de la prévention des catastrophes naturelles en Amérique centrale pour améliorer les systèmes d'alerte rapide et échanger des informations et des pratiques optimales concernant la gestion intégrée des risques.
49. L'exécution de la stratégie régionale relative à la problématique hommes-femmes englobait la prise en compte de cette question dans les outils et les approches, le partage de l'information et la participation du PAM aux campagnes régionales.
50. Les transferts de type monétaire représentaient 50 pour cent de l'assistance du PAM dans la région, et 100 pour cent en El Salvador et en Équateur. Ayant déterminé qu'il était possible de relier les dispositifs de protection sociale et d'intervention d'urgence grâce aux systèmes bien établis dont il disposait dans le domaine des transferts de type monétaire, le PAM était en train d'élaborer d'autres outils à la lumière des enseignements tirés de l'intervention menée suite au séisme de 2016 en Équateur.
51. Dans le cadre de la collaboration entre les organismes sis à Rome, le PAM a travaillé avec la FAO en Colombie, en El Salvador, en Équateur et en Haïti, et avec le Fonds international de développement agricole (FIDA) à Cuba. Une étude des liens entre la migration et la sécurité alimentaire était en voie d'être achevée avec le FIDA et d'autres partenaires internationaux.
52. Pour combler les lacunes en données probantes et éclairer l'élaboration des politiques, le PAM travaillait avec des partenaires sur les incidences humaines et économiques de la dénutrition et de la surnutrition au Chili, en Équateur et au Mexique; l'alimentation scolaire à dimension nutritionnelle; les transferts à objectifs multiples et les incidences des dettes ainsi que du coût des intrants agricoles et des dépenses liées à la santé et à l'éducation sur la sécurité alimentaire; et la sécurité alimentaire en milieu urbain.
53. Les trois PSP présentés au Conseil pour approbation (Colombie, El Salvador et Équateur) étaient axés sur le renforcement des capacités, l'assistance technique et la coordination, harmonisant l'action du PAM avec les stratégies nationales. Une augmentation budgétaire permettrait de proroger l'intervention prolongée de secours et de redressement (IPSR) en Haïti en attendant la mise en œuvre du PSP à compter de juillet 2018.
54. Le Conseil a approuvé l'accent mis par le PAM sur le renforcement des capacités et l'assistance technique – les transferts de type monétaire et les dispositifs de protection sociale aidaient les pays à porter secours aux populations vulnérables, à autonomiser les communautés et à augmenter la production. Les membres se sont félicités de la collaboration entre les organismes sis à Rome dans les domaines du renforcement de la résilience, des interventions en cas d'urgence, de la coopération avec le secteur privé et de la mobilisation de ressources.

Augmentations budgétaires pour des interventions prolongées de secours et de redressement – Haïti 200618 (2017/EB.1/7) (pour approbation)

55. Le Directeur de pays a présenté l'augmentation budgétaire: la prorogation de 15 mois permettrait de poursuivre les opérations de secours et de redressement menées après le passage de l'ouragan pendant le premier semestre de 2017; de maintenir les programmes visant à prévenir la malnutrition chronique, à accroître la résilience et à renforcer les capacités des institutions; et d'assurer la transition vers le premier PSP établi pour Haïti en juin 2018.
56. Le Conseil a salué la direction par le PAM de l'intervention menée après le passage de l'ouragan et engagé à tirer des leçons chaque fois que cela serait possible, en particulier dans le domaine de la protection et de la sécurité. Les membres ont approuvé la transition opérée par le PAM vers un renforcement des capacités et des institutions locales à plus long terme: l'étroite collaboration

avec les autorités locales et la coordination avec les organismes sis à Rome étaient déterminantes pour renforcer la résilience et la sécurité alimentaire de telle sorte qu'Haïti serait en mesure de faire face aux chocs futurs. Plusieurs membres ont fait observer que l'assistance alimentaire pour la création d'actifs était particulièrement bien adaptée à la situation d'Haïti.

57. En réponse aux observations du Conseil, le Directeur de pays a confirmé qu'une coordination journalière solide serait maintenue avec les autorités locales, à mesure que les activités passeraient de l'aide d'urgence au redressement; il a réaffirmé que la problématique hommes-femmes resterait une priorité; et il a expliqué qu'après septembre 2017 la prévention du retard de croissance se ferait au moyen de transferts de type monétaire dans le cadre du programme de filets de protection sociale Kore Lavi mené avec CARE et Action contre la faim.

Plans stratégiques de pays – El Salvador (2017–2021) (2017/EB.1/8) (pour approbation)

58. Le Directeur de pays a présenté le PSP, qui mettait l'accent sur le renforcement des capacités gouvernementales pour ce qui était d'améliorer la sécurité alimentaire et de faire face aux situations d'urgence.
59. Se félicitant de ce premier PSP, le Conseil s'est déclaré globalement favorable à ce que le PAM passe progressivement à la mise en œuvre des PSP, en s'adaptant à l'évolution des besoins grâce à l'assistance technique et au renforcement des capacités faisant appel à de nouveaux outils et partenariats. Les membres ont salué la concordance des PSP avec les priorités nationales et leur conception fondée sur un processus consultatif ouvert aux acteurs nationaux ainsi qu'à ceux des secteurs de l'action humanitaire et du développement, et ils ont instamment prié les bureaux de pays d'utiliser les compétences spécialisées des partenaires dans le cadre de leur travail avec les gouvernements.
60. Les membres se sont dits satisfaits de la structure des PSP, qui comprenaient des sections sur différents éléments et questions. Toutefois, tous les PSP ne fournissaient pas des informations complètes sur ces éléments, et les membres ont demandé que la présentation des plans soit plus cohérente et plus détaillée pour ce qui concerne leur financement – qui devrait autant que possible venir des pays eux-mêmes –, les priorités en matière d'affectation des ressources et la justification du choix des modalités de transfert. Sachant que ce premier lot de PSP était principalement axé sur le développement, le Conseil attendait avec intérêt que soient présentés à l'avenir des PSP élaborés pour des contextes d'urgence.
61. Le PSP établi pour El Salvador mettait en évidence le rôle du PAM dans les pays à revenu intermédiaire, où les gouvernements et les partenaires nationaux pouvaient financer de nombreuses activités du PAM. Les membres se sont félicités du renforcement des capacités des autorités locales, et du partenariat conclu avec une entreprise du secteur privé pour produire localement un produit nutritionnel; ces deux éléments faciliteraient la durabilité et la prise en main au niveau national des interventions de protection sociale et d'assistance alimentaire. Prenant note de l'accent mis dans le PSP sur les partenariats, les membres ont demandé des informations supplémentaires sur la répartition des tâches, notamment dans le cadre de l'action menée pour améliorer les revenus des petits exploitants; les activités d'adaptation au changement climatique appuyées par le PSP contribueraient en outre à accroître les revenus des ménages.
62. En réponse aux observations générales du Conseil sur les PSP, le Secrétariat a fait observer que les directives révisées sur la préparation des PSP tiendraient compte des enseignements tirés de ce premier lot. Il était difficile de fournir des informations exhaustives tout en limitant la longueur du document; les renseignements ne figurant pas dans les PSP étaient souvent disponibles dans d'autres documents connexes des bureaux de pays. Les sources de financement varieraient selon le contexte du pays, mais les contributions des donateurs en faveur d'actions humanitaires ne seraient pas utilisées pour le développement, et les donateurs conserveraient la possibilité de financer des activités spécifiques ou d'assigner leurs fonds à d'autres emplois.
63. Le Directeur de pays a reconnu que le budget du PSP était ambitieux; 40 pour cent des fonds étaient destinés aux interventions d'urgence, pour lesquelles le PAM recevait généralement l'équivalent de 70 à 80 pour cent des besoins. Des projets conjoints avec des partenaires bilatéraux portant sur l'adaptation au changement climatique couvraient la plus grande partie de la période concernée par le PSP, mais il était plus difficile d'obtenir des fonds pour la protection

sociale. La coopération entre les organismes sis à Rome était très importante en El Salvador, et le Gouvernement avait contribué financièrement à des activités antérieures du PAM dans le pays.

Plans stratégiques de pays – Équateur (2017–2021) (2017/EB.1/9) (pour approbation)

64. La Directrice de pays a récapitulé l'approche, les effets directs et les activités exposés dans le PSP, en mettant en relief le partenariat stratégique du PAM avec le Gouvernement et l'engagement pris d'éliminer la faim dans le pays. Elle a souligné les difficultés rencontrées en Équateur, qui allaient de la malnutrition chronique et de l'obésité aux catastrophes naturelles et à une importante population de réfugiés.
65. Le Conseil a relevé que le PAM intervenait depuis longtemps en Équateur et s'est dit satisfait de l'association des activités du PAM aux initiatives gouvernementales. Certains membres ont fait observer que le travail du PAM contribuerait à la réalisation d'autres ODD qui n'étaient pas mentionnés dans le PSP. Les membres du Conseil ont accueilli favorablement les plans de transfert de la responsabilité au Gouvernement, en soulignant que les stratégies de retrait devraient être soigneusement planifiées et exécutées pour veiller au bon déroulement du transfert. Certains membres ont demandé s'il serait nécessaire de recourir à des compétences externes pour appuyer les organisations de petits producteurs. Des précisions ont également été demandées sur la façon dont le chiffre de 81 pour cent s'agissant du financement avait été calculé.
66. Remerciant le Conseil pour ses observations, la Directrice de pays a rappelé que le bureau de pays était déterminé à travailler avec de nombreux partenaires au-delà du Gouvernement. Le travail du PAM contribuait à réaliser plusieurs ODD, mais son principal objectif était d'éliminer la faim. Pendant plusieurs années, le PAM avait travaillé avec des partenaires, notamment la FAO, le Ministère de l'agriculture et des organisations non gouvernementales, pour appuyer les petits producteurs, et une évaluation que devait mener le bureau de pays examinerait ces liens et la façon dont ils pourraient être améliorés pour accroître la valeur ajoutée de ces activités. S'agissant des modalités de calcul du financement, le pourcentage s'appuyait sur les engagements existants; le budget pour 2019–2021 était une estimation fondée sur l'historique des contributions.

Rapport sur la visite du Conseil d'administration du PAM en Équateur

67. Les participants à la visite du Conseil d'administration en Équateur ont présenté un résumé détaillé de leur rapport, évoquant le large éventail d'activités en cours dans le pays et les partenariats efficaces du PAM avec divers acteurs. Ils ont remercié la population et le Gouvernement équatoriens pour leur accueil chaleureux: les excellentes relations entre le PAM et les autorités nationales étaient frappantes, tout comme le soutien enthousiaste manifesté à l'égard du PAM par les bénéficiaires et les partenaires dans tout le pays. Le PAM jouait un rôle de premier plan dans l'équipe de pays des Nations Unies et parvenait à faire beaucoup avec un effectif et un budget relativement réduits, en nouant des partenariats efficaces avec d'autres acteurs des domaines de l'action humanitaire et du développement, et avec les autorités équatoriennes au niveau local et national. L'esprit de coopération et de complémentarité s'accompagnait d'une motivation claire du Gouvernement, décidé à préserver les acquis et à prendre en main les futures réalisations au niveau national. Plusieurs membres du Conseil avaient tiré des enseignements de cette visite qui avaient éclairé leur point de vue, en particulier concernant le PSP. D'une manière générale, la visite avait mis en évidence la précieuse contribution que le PAM pouvait apporter aux pays à revenu intermédiaire.
68. Le représentant de l'Équateur a remercié le Conseil pour sa visite, soulignant que le portefeuille d'activités multiples mises en œuvre par le PAM dans son pays prouvait la pertinence de son partenariat stratégique pour aider les pays à revenu intermédiaire à réaliser les ODD. Il a souligné que l'Équateur considérait les réfugiés comme des frères et des sœurs qui devaient être accueillis et intégrés, et qui apportaient à leur tour leurs propres contributions au développement.

Plans stratégiques de pays – Colombie (2017–2021) (2017/EB.1/10) (pour approbation)

69. La Directrice de pays a présenté le PSP, qui avait été élaboré de concert avec les donateurs, le Gouvernement et d'autres partenaires, et décrivait le rôle du PAM dans la poursuite de l'aide humanitaire, tout en s'orientant vers le redressement et le développement si les conditions le permettaient. Le PSP appliquait des approches tenant compte de la problématique hommes-femmes et à dimension nutritionnelle, qui mettaient l'accent sur la protection sociale et le renforcement de la résilience, en particulier pour les victimes de violences et de catastrophes. Parmi les éléments importants figuraient le renforcement des capacités des associations communautaires et des administrations locales et la coopération Sud-Sud.
70. Le Conseil a reconnu la pertinence de l'évolution de la stratégie du PAM dans un pays qui émergeait de 60 années de conflit et était fortement exposé aux catastrophes naturelles. Bien que la Colombie soit un pays à revenu intermédiaire, des taux de malnutrition élevés persistaient dans certaines zones, et les inégalités de revenus figuraient parmi les plus fortes au monde. Prenant note du fait que l'accord de paix signé en août 2016 prévoyait la protection des groupes les plus vulnérables et des mesures destinées à s'attaquer aux causes du conflit, les membres ont salué la concordance du PSP avec les priorités et les plans gouvernementaux. L'assistance du PAM était indispensable à la paix, celle-ci étant étroitement liée à la sécurité alimentaire.
71. Soulignant la nécessité de veiller à ce que le personnel dispose des compétences requises pour analyser les marchés et renforcer les capacités, les membres ont encouragé le bureau de pays à consolider ses partenariats avec des organisations de la société civile et le secteur privé, notamment dans le domaine des systèmes alimentaires résilients face au changement climatique. La place prioritaire donnée au développement dans le PSP était appropriée, mais le PAM devait également répondre aux besoins humanitaires le cas échéant. Les membres se sont félicités qu'il soit prévu d'élaborer une stratégie de transfert des responsabilités fondée sur les constatations issues d'un examen à mi-parcours.
72. En réponse aux observations du Conseil, la Directrice de pays a confirmé que les activités seraient concentrées dans les zones les plus vulnérables touchées par le conflit, une attention particulière étant accordée aux communautés autochtones, auxquelles les administrations locales et nationale donnaient la priorité pour ce qui était de la consolidation de la paix et de la reconstruction. Un ciblage souple permettrait au PAM de s'adapter à l'évolution de la situation; il collaborerait avec les instances gouvernementales pour fournir l'appui nécessaire en temps voulu. Un partenaire de réserve participait à l'analyse des marchés, et le bureau de pays renforçait les capacités analytiques de son personnel, des instances gouvernementales et des partenaires. Le choix des modalités de transfert dépendrait du contexte, en tenant compte de la contribution des transferts de type monétaire à l'autonomisation des femmes et des niveaux élevés de violence que celles-ci subissaient en Colombie.

Portefeuille d'activités dans la région Afrique australe

73. Le Directeur régional a présenté au Conseil une vue d'ensemble des principales activités du PAM en Afrique australe.
74. S'agissant de la sécheresse provoquée par El Niño, l'insécurité alimentaire atteindrait son point culminant entre janvier et mars, et 39 millions de personnes seraient en situation de risque. Dans les sept pays les plus durement touchés, 16 millions de personnes souffraient d'insécurité alimentaire; le PAM avait transposé ses programmes à plus large échelle pour venir en aide à 10,6 millions de personnes.
75. Une crise plus importante avait pu être évitée grâce au rôle moteur joué par les gouvernements, à la Communauté de développement de l'Afrique australe, à l'établissement d'objectifs communs, à une solide collaboration interorganisations et à la mobilisation rapide de ressources par les partenaires, les gouvernements et le PAM. Le Mécanisme de gestion globale des vivres avait permis au PAM de raccourcir de 37 jours les délais de livraison de 300 000 tonnes de vivres. Une action de sensibilisation était indispensable à un haut niveau pour venir en aide à 250 000 ménages touchés par le VIH/sida. Les données analytiques obtenues grâce à la plateforme d'analyse et de cartographie de la vulnérabilité par téléphone portable avaient permis la mise en œuvre des programmes de transfert de type monétaire là où les conditions s'y prêtaient.

76. Les difficultés rencontrées avaient trait à l'amplification des effectifs, à la réorganisation de forums interorganisations sur les situations d'urgence et à l'approvisionnement en vivres, du fait du déficit céréalier dans la région. Dans certains pays, la déclaration de l'état de catastrophe ne se faisait pas toujours assez tôt, et la crise aurait pu être atténuée si des investissements plus importants avaient été faits auparavant pour renforcer la résilience.
77. La prochaine campagne agricole s'annonçait favorable, mais certaines menaces persistaient, comme les invasions de chenilles légionnaires ou la sécheresse prolongée dans certaines parties de Madagascar, de la Namibie et de la République-Unie de Tanzanie. Le rapport de l'Envoyé spécial du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, qui constituait un plan d'action, visait à renforcer les capacités dans les régions exposées au phénomène El Niño. Le Mozambique avait été salué pour avoir rapidement atteint les objectifs.
78. En République démocratique du Congo, la situation était préoccupante. Le conflit dans les zones orientales et centrales du pays compromettait le bon déroulement des activités humanitaires. Depuis août 2016, 150 000 personnes avaient été touchées par la violence, mais des déficits de financement importants perturbaient les activités du PAM dans le pays.
79. La stratégie régionale en matière de problématique hommes-femmes était achevée, ainsi que les plans d'action de huit pays dans ce domaine. Les autres plans n'étaient pas encore terminés, en grande partie pour des motifs liés à la traduction. Un responsable de la problématique hommes-femmes avait été recruté et tous les partenaires avaient été formés à ces questions.

Plans stratégiques de pays – Zimbabwe (2017–2021) (2017/EB.1/11) (pour approbation)

80. Le Secrétariat a présenté le PSP pour le Zimbabwe, en donnant une vue d'ensemble de ses six effets directs stratégiques et de ses treize activités, et en rappelant qu'il avait été élaboré sur la base de vastes consultations et de l'examen stratégique Faim zéro, les parties prenantes nationales ayant joué un rôle moteur de bout en bout.
81. Le Conseil a accueilli avec satisfaction le PSP – le premier en Afrique – et salué la participation du Gouvernement, des organismes des Nations Unies, des donateurs, des organisations de la société civile et du secteur privé à son élaboration. Le PSP représentait une transformation radicale des programmes du PAM au Zimbabwe; les membres du Conseil ont notamment salué le nouveau cadre de financement, la ventilation systématique des données budgétaires éclairant la façon dont les fonds alloués devaient être utilisés, depuis le niveau des activités jusqu'à celui des objectifs stratégiques.
82. Un membre a reconnu que, dans le cadre du PSP, le PAM allait être amené à œuvrer dans de nouveaux domaines dans lesquels il devrait renforcer ses compétences spécialisées. De nouveaux partenariats pourraient être conclus avec des établissements universitaires, mais la mise en œuvre du plan exigerait peut-être du PAM plus de préparation, notamment le réajustement du profil du personnel dans le pays. Dans le même temps, les membres ont insisté sur la nécessité pour le PAM de préserver ses capacités essentielles d'intervention en cas d'urgence. Le Conseil a salué les efforts déployés pour renforcer l'obligation redditionnelle à l'égard des donateurs et préconisé qu'elle soit également améliorée à l'égard des parties prenantes nationales et des bénéficiaires.
83. Prenant note du fait qu'au Zimbabwe l'assistance de type monétaire était efficace, car les marchés fonctionnaient bien, un membre a suggéré que le PAM envisage de transposer les transferts de type monétaire à plus grande échelle et que, dans cette perspective, les donateurs fournissent un appui flexible et non assorti de conditions. Les investissements visant à renforcer la résilience avaient porté leurs fruits, ce qui avait réduit les besoins de secours d'urgence dans le sillage d'El Niño. Soulignant le succès des initiatives du secteur privé, plusieurs membres ont dit espérer que le PAM envisagerait à l'avenir de faire appel au secteur privé afin d'obtenir un plus large impact. Les membres attendaient avec intérêt de plus amples renseignements sur le raisonnement sous-tendant les décisions relatives aux modalités de transfert, y compris les risques potentiels associés au passage à une aide en espèces, compte tenu des problèmes macroéconomiques auxquels le Zimbabwe était confronté; et sur les budgets prévus, le nombre de bénéficiaires et les besoins d'assistance pour les dernières années du PSP, étant donné les chocs auxquels le Zimbabwe avait été exposé par le passé.

Portefeuille d'activités dans la région Afrique de l'Est et Afrique centrale

84. La Directrice régionale a évoqué l'explosion de l'insécurité alimentaire dans la région, où 20 millions de personnes étaient confrontées à une situation de crise, d'urgence ou de catastrophe. Les principaux déterminants de l'insécurité alimentaire étaient les conflits, les déplacements et la sécheresse; or les perspectives de pluies ou de paix à court terme étaient faibles.
85. Une crise de niveau 2 avait été déclarée dans la Corne de l'Afrique en raison d'une sécheresse qui était comparable à celle de 2010/11. Des progrès avaient été accomplis dans la prise en charge par les gouvernements des efforts de secours et de renforcement de la résilience. Néanmoins, le programme kényan d'alimentation scolaire avait subi un déficit de financement majeur qui avait laissé sans soutien 458 000 enfants vivant dans les zones touchées par la sécheresse. En Éthiopie, 5,6 millions de personnes avaient besoin d'une aide d'urgence, dont certaines en raison des effets persistants d'El Niño.
86. Une action immédiate s'imposait pour prévenir la famine en Somalie: 3 millions de personnes avaient besoin d'une aide d'urgence, et les moyens d'existence de 3,3 millions de personnes nécessitaient un appui si l'on voulait éviter que des niveaux critiques d'insécurité alimentaire ne soient atteints. La priorité était donnée aux secours d'urgence, mais il était également essentiel d'investir dans les moyens d'existence pour endiguer les crises; en Somalie, l'expérience prouvait que, lorsque les populations devaient se déplacer pour trouver de l'eau, la mortalité augmentait. L'accès au sud de la Somalie s'était amélioré et des transferts de type monétaire étaient assurés dans les communautés où les marchés fonctionnaient. Toutefois, 374 millions de dollars étaient nécessaires pour pouvoir transposer à plus grande échelle l'intervention du PAM en Somalie.
87. L'état de famine avait été déclaré dans deux comtés du Soudan du Sud, et d'autres zones étaient à risque. Cinq millions de personnes souffraient d'insécurité alimentaire, et les taux de malnutrition aiguë globale dépassaient les seuils d'urgence dans 14 des 23 comtés qui avaient fait l'objet d'une évaluation. Le PAM travaillait avec des partenaires et plaidait pour le plein accès des travailleurs humanitaires.
88. Le Conseil s'est déclaré préoccupé par la situation au Soudan du Sud. Des membres ont déploré le peu d'attention accordée par les médias à la Corne de l'Afrique et affirmé qu'une intervention régionale était nécessaire pour s'attaquer aux difficultés actuelles.
89. La Directrice régionale a souligné le rôle majeur joué par les pays voisins pour faciliter les livraisons de vivres au Soudan du Sud. Elle a salué le leadership des pays de la Corne de l'Afrique, rappelant l'engagement pris par le PAM de les accompagner en soutenant les initiatives de secours et de redressement en faveur des personnes vulnérables, notamment les réfugiés.

Augmentations budgétaires pour des interventions prolongées de secours et de redressement – Ouganda 200852 (2017/EB.1/12) (pour approbation)

90. En présentant le contexte de cette révision budgétaire, le Directeur de pays a fait observer que l'Ouganda était depuis longtemps une terre d'accueil pour les réfugiés, mais que ses ressources, ses systèmes de livraison et ses capacités d'intervention étaient fragilisés par l'arrivée massive de personnes fuyant le conflit sud-soudanais.
91. Le Conseil a jugé la révision appropriée et s'est félicité de l'harmonisation des activités du PAM avec celles du Gouvernement. L'IPSR avait eu des résultats positifs dans le Karamoja, notamment grâce à ses approches et ses outils innovants, tels que les transferts de type monétaire. Les membres ont salué les efforts déployés pour réduire les violences sexistes, mais auraient souhaité en savoir plus sur l'approche adoptée par le PAM vis-à-vis des autres aspects de la problématique hommes-femmes.
92. Le Directeur de pays a répondu que le PSP qui serait présenté au Conseil à sa session de novembre engloberait un plan d'action en matière de problématique hommes-femmes. En attendant, le PAM veillait à ce que les femmes réfugiées reçoivent une aide dans les trois mois suivant leur arrivée en Ouganda, et des partenaires luttait contre les violences sexistes et l'exploitation sexuelle des réfugiés avant et après leur arrivée, en particulier pendant la collecte du bois de feu.

Portefeuille d'activités dans la région Afrique de l'Ouest

93. Le Directeur régional a commencé son exposé en faisant le point sur la mise en œuvre de la feuille de route intégrée dans la région. Les premiers PSP pour les pays d'Afrique de l'Ouest seraient présentés au Conseil à sa session de juin 2017, et les derniers à sa session de novembre 2018. Un ressortissant renommé de chaque pays était désigné responsable du processus de l'examen stratégique Faim zéro.
94. Dans le même temps, le PAM faisait face à une crise humanitaire qui sévissait dans le nord-est du Nigéria, mais touchait aussi le Cameroun, le Niger et le Tchad. De mauvaises récoltes et des semences manquées avaient laissé 5 millions de personnes en situation d'insécurité alimentaire, la famine menaçant dans certaines zones. La conjoncture se détériorerait probablement pendant la saison de soudure allant de juin à août. Dans le cadre de son intervention régionale, le PAM disposait de 522 millions de dollars pour venir en aide à 2,6 millions de personnes par différents moyens – transferts de vivres, transferts de type monétaire, appui nutritionnel, alimentation scolaire et assistance alimentaire pour la création d'actifs, principalement au Nigéria.
95. Des mécanismes d'intervention rapide et des opérations spéciales, faisant intervenir notamment les Services aériens d'aide humanitaire des Nations Unies et un appui dans le domaine des télécommunications et de la logistique, permettaient au PAM d'atteindre des zones dans le nord-est du Nigéria précédemment inaccessibles en raison du conflit avec Boko Haram. Le PAM élargissait sa base de partenariats pour les activités d'évaluation, de livraison et de suivi, car Boko Haram se retirait et des organismes des Nations Unies, des organisations non gouvernementales et des acteurs de la société civile revenaient dans la zone. Plus tard dans la semaine, une table ronde se tiendrait à Oslo pour sensibiliser à la crise et recueillir des fonds pour les opérations à mener.
96. En janvier, une intervention diplomatique et militaire effectuée par l'intermédiaire de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest avait été menée pour faire face à une crise politique en Gambie, évitant ainsi une autre situation d'urgence humanitaire.
97. Le Conseil a salué les travaux du PAM dans la région, tout en reconnaissant qu'il restait encore beaucoup à faire. En réponse à la question posée par un membre, le Directeur régional a ajouté que le processus d'examen stratégique Faim zéro, son financement et sa durée ainsi que la sélection des coordonnateurs principaux variaient selon les pays.

Rapport succinct de l'évaluation de l'intervention lancée par le PAM pour faire face à la crise liée au virus Ebola: Guinée, Libéria et Sierra Leone, et réponse de la direction (2017/EB.1/13) (pour examen)

98. La Directrice de l'évaluation a présenté l'évaluation, notant que les recommandations concernaient les niveaux régional et mondial. Le Directeur régional a exposé dans le détail la réponse de la direction, soulignant les efforts entrepris pour recueillir des informations sur les meilleures pratiques, renforcer la politique relative à la problématique hommes-femmes et établir un réseau mondial d'approvisionnement destiné aux interventions menées en cas de pandémie.
99. Le Conseil s'est dit satisfait de l'évaluation et a salué l'intervention innovante, rapide et particulièrement adaptée lancée par le PAM pour faire face à la crise liée au virus Ebola. La situation d'urgence a fait ressortir la fragilité des systèmes nationaux de santé concernés, qui devraient être consolidés. Les membres ont souligné l'importance d'appliquer pleinement les recommandations relatives à la problématique hommes-femmes et à la responsabilité envers les bénéficiaires. Ils ont fortement soutenu la proposition d'améliorer le suivi des articles non alimentaires et d'établir un mécanisme d'intervention mondial en cas de pandémie avec des partenaires gouvernementaux, publics et privés.
100. Certains membres ont estimé que la stratégie de retrait du PAM aurait pu être améliorée et que le passage des secours au redressement aurait pu être plus rapide. L'un d'entre eux a relevé que des systèmes de traitement des données mieux intégrés permettraient d'accélérer la prise de décisions. Le personnel du bureau de pays devrait recevoir des formations supplémentaires sur les procédures à suivre dans le cadre d'une intervention d'urgence de niveau 3.

101. La Directrice de l'évaluation a fait savoir que les 320 parties prenantes interrogées pour l'évaluation comprenaient des donateurs; 600 bénéficiaires avaient été consultés dans le cadre de groupes de concertation. Elle a souligné l'importance d'assurer le suivi du redressement dans la sous-région, notamment par la voie des évaluations décentralisées à venir.
102. Le Secrétariat a ajouté que le PAM avait décidé de ne pas se retirer tant que les pays n'étaient pas prêts à faire face à une résurgence du virus Ebola. Les avantages qu'il y avait à donner aux structures locales les moyens de faire face aux futures pandémies étaient déjà visibles au Libéria et en Sierra Leone. L'état de préparation était primordial au succès d'une stratégie de retrait, et il pouvait être amélioré par le biais de partenariats public-privé. Le Secrétariat a rendu hommage aux membres du personnel national du PAM qui étaient aux avant-postes des interventions à leurs risques et périls, et aux autres agents déployés pendant la crise.

Portefeuille d'activités dans la région Asie et Pacifique

103. Le Directeur régional a présenté une vue d'ensemble des activités menées dans la région Asie et Pacifique, où la mise en œuvre de la feuille de route intégrée était au premier plan du travail et des perspectives du PAM; malgré les multiples exigences liées à cette réorientation stratégique, la transition avançait dans les temps. Six examens stratégiques nationaux Faim zéro avaient été effectués, et dix autres étaient en cours ou prévus pour 2017–2018. Les examens achevés confirmaient des constatations communes relatives à la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans la région: les améliorations obtenues n'étaient pas toujours à la mesure de la croissance économique; les inégalités persistantes entraînaient une progression inéquitable en matière de sécurité alimentaire; la croissance de la production vivrière nationale se tassait et n'était pas suffisamment diversifiée; et les considérations transversales comprenaient la problématique hommes-femmes, l'urbanisation et le changement climatique. Ce dernier phénomène avait des incidences majeures sur la gestion des risques et menaçait de compromettre les progrès accomplis sur le plan nutritionnel parmi les populations les plus vulnérables.
104. L'approche adoptée dans la région eu égard aux PSP était centrée sur la gestion des risques afin de permettre de faire face aux chocs et aux perturbations, et s'inspirait du Cadre de Sendai, de l'Accord de Paris et de cadres humanitaires. Fondées sur une démarche englobant la "société tout entière", les activités comprenaient des filets de protection et de sécurité sociales, et des mesures destinées à renforcer la nutrition. Elles prévoyaient d'atténuer les risques en associant la réduction des risques de catastrophe et l'adaptation au changement climatique, la gestion des risques résiduels devant se faire grâce à la préparation aux situations d'urgence et aux interventions en cas de crise. Le PAM définissait son rôle dans chaque pays jusqu'en 2030, en s'efforçant d'harmoniser son action avec les plans de développement nationaux et en préparant une transition aussi harmonieuse que possible vers les PSP, tout en veillant à ce que le portefeuille existant bénéficie d'un financement adéquat. Le PAM visait à jouer de plus en plus le rôle d'intermédiaire dans les échanges intergouvernementaux, en promouvant la coopération Sud-Sud et en s'appuyant sur des centres d'excellence, le cas échéant. L'inclusion des personnes handicapées était une priorité dans la région, et le PAM évaluait de quelle façon concrétiser ses engagements au titre de la Charte de 2016.
105. Comme demandé par le Conseil plus tôt pendant la session, le Directeur régional a évoqué l'assistance alimentaire fournie par le PAM aux réfugiés au Bangladesh, où 70 000 personnes étaient arrivées du Myanmar depuis octobre 2016. Cette assistance ciblait les réfugiés enregistrés dans deux camps officiels, des personnes non enregistrées venant du Myanmar, et les communautés d'accueil. Les déficits de financement étaient de 5 millions de dollars pour les 34 000 bénéficiaires vivant dans les camps et de 9 millions de dollars pour les personnes vivant dans des sites de fortune; des fonds supplémentaires étaient également nécessaires pour financer un programme d'appui aux moyens d'existence destiné aux femmes en situation d'extrême pauvreté.

Rapport succinct de l'évaluation du portefeuille d'activités à Sri Lanka (2011–2015), et réponse de la direction (2017/EB.1/14) (pour examen)

106. La Directrice de l'évaluation a fait observer que l'évaluation avait été programmée de manière à éclairer la conception du PSP qui serait présenté au Conseil à sa session de novembre. Le bureau de pays n'avait pas pu finaliser une stratégie de pays en raison de problèmes humanitaires survenus pendant la période couverte, mais la gamme d'opérations mises en œuvre avait permis au PAM de progresser dans la transition entre programmes d'urgence et activités liées à la nutrition et au changement climatique. La direction souscrivait aux constatations de l'évaluation et appliquait les six recommandations.
107. Constatant qu'il s'agissait d'un portefeuille d'activités difficiles menées dans un environnement complexe, et qu'il existait de gros problèmes de financement, le Conseil a pris acte des constatations et recommandations issues de l'évaluation ainsi que des divers domaines à renforcer ou à améliorer, tout en saluant le fait que le bureau de pays s'était attaqué à ces difficultés et s'employait à appliquer les recommandations. Les membres ont préconisé d'entreprendre des efforts collectifs avec le Gouvernement et les partenaires des Nations Unies, notamment pour répondre aux besoins des personnes déplacées. Notant que le plan d'action de 2015 en matière de problématique hommes-femmes avait permis d'obtenir de meilleurs résultats dans ce domaine, les membres ont encouragé le bureau de pays à continuer d'améliorer les informations et les indicateurs y afférents.
108. La Directrice de l'évaluation a invité le Conseil à consulter une annexe du rapport d'évaluation principal, qui fournissait des détails supplémentaires sur les aspects du portefeuille relatifs à la problématique hommes-femmes. La Directrice de pays a ajouté que l'examen stratégique Faim zéro avait mis en évidence le mauvais état nutritionnel de nombreuses femmes à Sri Lanka, où un tiers des femmes souffraient d'anémie et où une proportion similaire de femmes enceintes étaient en situation d'insécurité alimentaire. La nutrition figurait donc parmi les priorités du PAM, et le coordonnateur du bureau de pays chargé de la problématique hommes-femmes était un nutritionniste. Le nouveau Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement qui était actuellement élaboré par l'équipe de pays des Nations Unies avec le concours de donateurs et de partenaires de la société civile renforcerait la cohésion entre les organismes des Nations Unies.
109. S'agissant d'autres points soulevés, le Directeur régional a mentionné l'intérêt du partage d'informations et l'apport d'autres types d'aide par le Bureau régional du PAM pour l'Amérique latine et les Caraïbes, qui avait lui-même dû faire face à bon nombre des difficultés que connaissaient actuellement les pays d'Asie, en particulier ceux qui sortaient d'un conflit. Grâce à l'amélioration des relations avec le Gouvernement depuis 2015, à une nouvelle directrice de pays, à un solide réseau de partenaires et à des employés compétents, le bureau de pays avait les moyens nécessaires pour surmonter les difficultés restantes, et concevoir et mettre en œuvre un PSP solide.

Plans stratégiques de pays – Bangladesh (2017–2020) (2017/EB.1/15) (pour examen)

110. La Directrice de pays a présenté le PSP et ses quatre effets directs stratégiques. Le Bangladesh était devenu un pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure en 2015; les taux d'extrême pauvreté et de dénutrition avaient baissé, mais l'insécurité alimentaire et la dénutrition infantile restaient répandues.
111. Le Conseil s'est dit satisfait de ce que le PAM s'oriente vers des activités de sensibilisation et d'appui aux capacités gouvernementales pour lever les obstacles d'ordre politique au développement, et que le PSP mette à profit les réalisations réussies tout en s'attaquant aux problèmes récurrents. Plusieurs membres ont indiqué que la collaboration de leur pays avec le Bureau du PAM au Bangladesh s'était avérée positive. Les membres ont apprécié l'importance accordée à l'élimination de la faim et à la réduction de la malnutrition, conformément aux priorités gouvernementales; l'analyse stratégique associant la malnutrition à des problématiques sociales telles que les mariages précoces; et l'utilisation flexible des différentes modalités de transfert. Ils ont encouragé le PAM à collaborer avec le secteur privé et les donateurs pour mettre en œuvre le PSP.

112. Saluant la place centrale accordée aux femmes et aux enfants, les membres ont souligné l'importance de veiller à ce que les personnes handicapées reçoivent l'assistance dont elles ont besoin. Ils ont demandé des détails supplémentaires sur la lutte contre la dénutrition en milieu urbain et l'amélioration des partenariats axés sur le développement, y compris des précisions sur les rôles respectifs des partenaires à l'intérieur et à l'extérieur des camps de réfugiés. Les membres ont insisté sur le risque d'attiser les tensions dans le district de Cox's Bazaar pendant le passage à une assistance ciblée.
113. En réponse aux points soulevés, la Directrice de pays a ajouté que le bureau de pays élaborait une stratégie de mobilisation de fonds ciblant les donateurs habituels et les autres, y compris le secteur privé, qui apportait déjà une assistance technique dans le domaine de l'enrichissement du riz; dans le cadre de ses activités au Bhoutan, le PAM utilisait du riz enrichi provenant du Bangladesh. Les critères de sélection des bénéficiaires prenaient en compte le handicap. Plutôt que de mettre en œuvre les programmes du PAM dans les bidonvilles, le bureau de pays avait convaincu le Gouvernement de couvrir ces zones dans le cadre de ses programmes de filets de protection sociale existants. Les modalités de transfert, souples, englobaient des transferts de type monétaire dans les camps de réfugiés et des transferts de vivres pour les nouveaux arrivants, afin d'atténuer la pression économique dans les zones où les communautés d'accueil et les réfugiés installés n'étaient plus en mesure de partager leur nourriture avec les nouveaux arrivants. Le PAM prévoyait d'apporter une assistance ciblée aux réfugiés vivant dans des sites de fortune, et de faire participer les communautés aux décisions concernant les destinataires de l'assistance.

Plans stratégiques de pays – Indonésie (2017–2020) (2017/EB.1/16) (pour examen)

114. La Directrice de pays a remercié le Conseil pour ses précieuses contributions à l'élaboration du PSP fondé sur l'examen stratégique Faim zéro mené par le Bureau du Président. Ce plan visait à atteindre trois effets directs stratégiques – réduire l'insécurité alimentaire grave, instaurer un régime alimentaire plus équilibré et renforcer les capacités logistiques d'urgence – au moyen de quatre activités mises en œuvre avec des partenaires des Nations Unies, notamment les organismes sis à Rome. Chaque activité était liée à une stratégie et à un budget ministériels.
115. Le Conseil s'est dit satisfait du PSP, qui harmonisait le programme de pays approuvé en février 2016 avec la politique en matière de PSP et le nouveau cadre de financement. Malgré une croissance économique annuelle de 5,3 pour cent, les bénéfices étaient inégalement répartis. Les problèmes tels que la pauvreté, le retard de croissance, le surpoids et l'obésité, l'anémie et le manque d'accès à l'eau potable et à l'assainissement étaient exacerbés par de graves catastrophes naturelles qui survenaient en moyenne une fois par mois.
116. Le Conseil a apprécié le travail réalisé par le PAM conformément aux priorités gouvernementales visant à assurer la sécurité alimentaire, à améliorer la nutrition et à atténuer les effets des catastrophes sur la sécurité alimentaire. Le Gouvernement avait demandé au PAM de n'apporter une assistance alimentaire qu'en cas de situation d'urgence de niveau 3, et de privilégier les conseils sur les politiques et le développement des capacités pour appuyer les investissements nationaux dans la sécurité alimentaire, la nutrition et la préparation aux situations d'urgence. Le Conseil a estimé que cette approche était bien adaptée à la phase avancée de développement de l'Indonésie, et salué la détermination du Gouvernement à faire plus avec ses propres ressources. Les membres du Conseil ont réaffirmé leur ferme volonté d'aider le PAM à fournir une assistance technique.
117. Notant que le PSP ne comportait pas de bénéficiaires directs, un membre a proposé que le chiffre de 106 millions de bénéficiaires indirects soit revu à la baisse, étant donné l'investissement relativement modeste du PAM de 13 millions de dollars.
118. En réponse aux observations du Conseil, la Directrice de pays a précisé que le nombre de bénéficiaires indirects était inférieur à 106 millions, car un grand nombre d'entre eux étaient comptabilisés au titre de plusieurs programmes de protection sociale et considérés comme vulnérables face aux catastrophes naturelles. Le PAM étudiait de quelle façon la politique en matière de problématique hommes-femmes pouvait être transformée en programme axé sur les conseils relatifs aux politiques: le bureau de pays avait atteint la parité hommes-femmes, mais il en était encore au stade de l'apprentissage pour ce qui était de conseiller le Gouvernement dans ce domaine.

Plans stratégiques de pays – Chine (2017–2021) (2017/EB.1/17) (pour approbation)

119. Le Directeur du Bureau du PAM en Chine a présenté le contexte dans lequel s'inscrivait le PSP. Après 35 ans de transformation réussie de l'économie, la Chine avait diminué de moitié la proportion de sa population souffrant de la faim, mais la pauvreté résiduelle et les inégalités persistaient. Présent dans ce pays depuis 1979, le PAM n'avait pas mené d'opération d'assistance en Chine depuis 2005. Le PSP définissait un nouveau rôle de catalyseur pour le PAM en collaboration avec le Gouvernement et d'autres partenaires, le Bureau du PAM en Chine servant de centre d'excellence pour la coopération Sud-Sud.
120. Le Conseil a accueilli favorablement le PSP et son objectif de ramener les taux de malnutrition élevés dans les zones pauvres aux niveaux nationaux; sa stratégie et ses outils innovants pour mobiliser des ressources provenant du secteur privé, y compris par la voie de plateformes en ligne de mobilisation de ressources; et l'accent mis sur l'égalité des sexes et sur les activités visant à promouvoir l'autonomisation des femmes, qui absorbaient plus de 15 pour cent du budget. Le PSP constituait un modèle pour d'autres pays à revenu intermédiaire.
121. Se félicitant que le PSP visait à promouvoir la coopération Sud-Sud, à laquelle un tiers du budget était alloué, les membres ont mentionné la collaboration existant entre les organismes sis à Rome et la Chine pour mettre la coopération Sud-Sud au service de la sécurité alimentaire, et ils ont proposé que cette action soit élargie afin de mettre à profit l'expérience de la Chine dans la mise en place d'infrastructures rurales.
122. Remerciant le Gouvernement chinois d'avoir accepté de présenter au Conseil en toute transparence un programme entièrement financé par le Gouvernement et le secteur privé, le Secrétariat a précisé que la présence du PAM en Chine depuis 2005 avait principalement servi à mobiliser des ressources pour des opérations menées ailleurs.
123. Le Directeur du Bureau du PAM en Chine a ajouté que, dans ce pays, le PAM collaborait étroitement avec les autres organismes ayant leur siège à Rome. Les trois institutions élaboraient des plans d'action communs. De nouvelles directives sur le comptage des bénéficiaires faciliteraient la prise en compte des bénéficiaires indirects. Le PSP soutenait la coopération Sud-Sud à trois niveaux: au niveau de l'action publique; au niveau de la mise en œuvre, grâce à une formation technique prévue pour le personnel; et sur le terrain, avec les agriculteurs.

Plans stratégiques de pays – République démocratique populaire lao (2017–2021) (2017/EB.1/18) (pour approbation)

124. La Directrice de pays a présenté le PSP, qui visait à mettre en œuvre les priorités nationales – déterminées sur la base d'un examen stratégique participatif mené par le Gouvernement – au moyen de quatre effets directs stratégiques.
125. Louant la détermination du Gouvernement à faire progresser le développement humain et à sortir de la catégorie des pays les moins avancés, le Conseil a salué le PSP et approuvé l'harmonisation des activités du PAM avec les mesures locales et nationales visant à améliorer durablement la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Il était essentiel de mettre l'accent sur le renforcement des capacités nationales – comme dans le modèle des repas scolaires, fondé sur l'appropriation nationale, la durabilité et le transfert progressif des responsabilités. Tous les travaux visant à appuyer les petits exploitants, à promouvoir les aliments nutritifs disponibles localement et à améliorer l'éducation nutritionnelle contribueraient à apporter des solutions durables. Les membres ont souligné que le PAM devrait continuer de préparer les collectivités locales et régionales au transfert des responsabilités.
126. Des partenariats solides – notamment avec le FIDA et la FAO pour mettre en place des solutions durables et à la faveur de la coopération Sud-Sud, en s'appuyant sur le Centre d'excellence du PAM au Brésil afin de renforcer la capacité du Gouvernement et des communautés à gérer les repas scolaires – contribueraient à tirer le meilleur parti des ressources et à combler les lacunes.
127. Un membre a relevé que des ressources plus importantes pourraient être consacrées à la problématique hommes-femmes; un autre a demandé pourquoi 10 pour cent seulement des ressources étaient consacrés à l'effet direct 3. Les membres ont également demandé des informations supplémentaires sur la question du handicap; le suivi des progrès accomplis eu

égard aux effets directs; la participation du secteur privé et de la société civile aux consultations relatives au PSP; l'apparente modification de la date du transfert des responsabilités; et les contributions du Gouvernement aux activités.

128. La Directrice de pays a précisé que le secteur privé et la société civile avaient participé de bout en bout à l'examen stratégique et à l'élaboration du PSP; que la date du transfert des responsabilités du programme de repas scolaires n'avait pas changé, le PAM prévoyant de jouer à compter de 2022 un rôle de catalyseur et d'appuyer le renforcement des capacités; et que l'accent était mis sur l'éducation nutritionnelle par des voies multiples dont des outils en cours d'élaboration avec des partenaires. Le Gouvernement ne versait pas encore de contribution budgétaire directe au PAM, mais il avait fourni 250 000 dollars sous la forme de locaux à usage de bureaux et d'autres appuis en 2016, et il était intervenu à la suite d'inondations sans demander d'aide supplémentaire. La faible proportion de ressources allouées à l'effet direct 3 venait du fait que la priorité était accordée aux activités liées à la nutrition et à l'éducation. Le bureau de pays redoublait d'efforts pour veiller à ce que les personnes handicapées bénéficient des programmes d'assistance; et la forte présence du PAM sur le terrain faciliterait le suivi.

Portefeuille d'activités dans la région Moyen-Orient, Afrique du Nord, Europe orientale et Asie centrale (tour d'horizon régional)

129. Le Directeur régional a expliqué que le PAM prévoyait de venir en aide à 30 millions de personnes vulnérables dans la région, soit 40 pour cent de ce qui était prévu à l'échelle mondiale. La situation s'aggravait dans de nombreuses zones. Le Yémen connaissait une crise alimentaire qui se développait à un rythme encore jamais atteint dans le monde, tandis que le conflit en République arabe syrienne avait provoqué la pire crise de réfugiés depuis la Seconde Guerre mondiale. En Iraq, le PAM portait secours à 1,5 million de personnes mais, sans financement supplémentaire, cette aide ne pourrait pas être maintenue au-delà du mois d'avril. L'accès et l'insécurité demeuraient un problème majeur. Outre la fourniture d'une assistance d'urgence, le PAM s'employait à lutter contre la malnutrition, à renforcer les communautés et à tirer profit du lien entre action humanitaire et développement. Le bureau régional était dans les temps pour ce qui était de mettre en œuvre la feuille de route intégrée, et six PSP pour la région seraient présentés en 2017.
130. Les membres du Conseil ont salué le travail du PAM dans la région. Ils ont demandé si l'accès humanitaire s'était amélioré en République arabe syrienne, à Mossoul et dans les camps le long de la frontière. Certains membres ont demandé des précisions sur la façon dont le bureau régional s'attaquait à la fraude et à la corruption, compte tenu des constatations issues de trois examens préventifs d'intégrité menés dans la région. Le Conseil a relevé l'ampleur des souffrances subies par les femmes et les enfants victimes des différentes crises, soulignant que le manque de nourriture et d'éducation et l'absence de vie de famille pour les enfants auraient des conséquences dévastatrices.
131. Le Directeur régional a confirmé que l'accès restait extrêmement difficile en République arabe syrienne; le PAM s'attachait à trouver des solutions. Le PAM avait pu venir en aide à toutes les personnes qui avaient quitté Mossoul, et des stocks étaient disponibles, mais la situation des personnes qui ne pouvaient sortir de la ville était extrêmement préoccupante. L'insécurité empêchait également d'accéder aux Syriens bloqués le long de la frontière avec la Jordanie; le PAM continuerait d'essayer de livrer des vivres, et il était indispensable d'assurer un suivi pour veiller à ce que l'assistance parvienne aux personnes démunies. Le bureau régional prenait tous les cas de fraude et de corruption très au sérieux, et les recommandations issues des examens préventifs d'intégrité étaient appliquées dans les bureaux de pays, le bureau régional et au Siège.

Questions d'administration et de gestion

Rapports du Corps commun d'inspection intéressant le travail du PAM (2017/EB.1/19) (pour examen)

132. Le Secrétariat s'est félicité du travail constructif accompli par le Corps commun d'inspection (CCI). Les cinq nouveaux rapports publiés par celui-ci pendant la période considérée contenaient 34 recommandations auxquelles le PAM devait donner suite. Tout était fait pour appliquer les

recommandations en temps utile et de façon efficace. Le Secrétariat a remercié le groupe de travail établi par le Bureau du Conseil d'administration pour étudier les rapports du CCI, qui avait organisé une consultation en ligne à la fin de l'année 2016 afin d'examiner les réponses aux recommandations adressées au Conseil. La suite donnée aux recommandations avait permis de clore le dossier de 39 d'entre elles, c'est-à-dire 74 pour cent des 53 recommandations présentées dans le rapport.

133. Le Conseil a salué le travail méthodique effectué pour appliquer les recommandations du CCI.

Point sur la politique de lutte contre la fraude et la corruption (2017/EB.1/20) (pour examen)

134. Le Secrétariat a fait un point à l'intention du Conseil sur la mise en œuvre de la politique approuvée en 2015. Le PAM avait adopté le modèle des trois lignes de défense, appuyé par un cadre de responsabilité qui était conforme aux normes et aux meilleures pratiques internationales. Le Bureau de l'Inspecteur général avait mené cinq examens préventifs d'intégrité à titre expérimental en 2016, deux autres étant prêts à être publiés au début de l'année 2017. Le Secrétariat a indiqué que le PAM avait appliqué 13 des 15 recommandations formulées par le CCI à propos de la prévention, de la détection et de la répression de la fraude. Les autres recommandations préconisaient de réaliser une évaluation des risques de fraude – qui était en cours – et de prendre en considération les constatations qui en seraient issues pour élaborer une stratégie et un plan d'action concernant la lutte contre la fraude.

135. Le Conseil s'est félicité des efforts faits par le PAM pour lutter contre la fraude et la corruption. Les membres ont instamment prié le Secrétariat de généraliser un processus de suivi des examens préventifs d'intégrité, d'améliorer le traitement de la fraude dans les rapports existants, et de préserver l'intégrité du processus de recrutement. Les membres ont estimé que les trois lignes de défense devraient être renforcées conformément à l'engagement du PAM en faveur d'une amélioration permanente, et que le rôle des examens préventifs d'intégrité devrait être précisé. Le Conseil a demandé des éclaircissements sur la façon dont le PAM harmoniserait la politique avec la nouvelle politique des Nations Unies sur la protection des fonctionnaires qui dénoncent des manquements.

136. Confirmant que les examens préventifs d'intégrité faisaient partie de la troisième ligne de défense, le Secrétariat a accepté de renforcer les trois lignes de défense et rappelé au Conseil qu'il préparait un plan d'action tenant compte des constatations issues des examens préventifs d'intégrité, dont les méthodes et les processus de suivi seraient généralisés en 2017. En réponse à une demande, le Secrétariat a fait brièvement le point sur la formation en matière de déontologie qui complétait la formation sur la lutte contre la fraude.

ANNEXE I**Décisions et recommandations****Adoption de l'ordre du jour**

Le Conseil a adopté l'ordre du jour.

20 février 2017

Élection du Bureau et désignation du Rapporteur

Conformément à son Règlement intérieur, le Conseil a élu S. E. M. Anil Wadhwa (Inde, Liste B) aux fonctions de Président pour un mandat d'un an. M. Yousef Jhail (Koweït, Liste B) a été élu suppléant.

Le Conseil a élu M. Zoltán Kálmán (Hongrie, Liste E) aux fonctions de Vice-Président. M. Evgeniy Vakulenko (Fédération de Russie, Liste E) a été élu suppléant.

Le Conseil a élu membres du Bureau pour un mandat d'un an, en tant que représentants des trois autres listes électorales du PAM: M. Haruna-Rashid Kromah (Libéria, Liste A); Mme Angélica Jácome (Panama, Liste C) et S. E. Dr. Hans Hoogeveen (Pays-Bas, Liste D). Ont été élus suppléants: M. Khaled M.S.H. El Taweel (Égypte, Liste A); Mme María Fernanda Silva (Argentine, Liste C); et Mme Miriam G. Lutz (États-Unis d'Amérique, Liste D).

En application de l'article XII de son Règlement intérieur, le Conseil a nommé S. E. M. Mohammed S.L. Sheriff (Libéria, Liste A) Rapporteur de la première session ordinaire de 2017.

20 février 2017

Les décisions et recommandations figurant dans le présent rapport seront mises en œuvre par le Secrétariat à la lumière des délibérations du Conseil, dont les principales observations seront consignées dans le résumé des travaux de la session.

Questions stratégiques actuelles et futures

2017/EB.1/1

Introduction liminaire de la Directrice exécutive

Le Conseil a pris note de la présentation faite par la Directrice exécutive. Les principaux points de cet exposé et les observations du Conseil figureraient dans le résumé des travaux de la session.

20 février 2017

Questions de politique générale

2017/EB.1/2

Politique en matière de changement climatique

Le Conseil a approuvé le document intitulé "Politique en matière de changement climatique" (WFP/EB.1/2017/4-A/Rev.1*).

20 février 2017

2017/EB.1/3 **Politique environnementale**
Le Conseil a approuvé le document intitulé "Politique environnementale" (WFP/EB.1/2017/4-B/Rev.1*), tel que modifié.
20 février 2017

2017/EB.1/4 **Politique en matière de nutrition**
Le Conseil a approuvé le document intitulé "Politique en matière de nutrition" (WFP/EB.1/2017/4-C).
20 février 2017

Ressources, questions financières et budgétaires

2017/EB.1/5 **Additif au Plan de gestion du PAM pour 2017–2019: Utilisation du Compte de péréquation des dépenses AAP**
Ayant examiné le document intitulé "Additif au Plan de gestion du PAM pour 2017–2019: Utilisation du Compte de péréquation des dépenses AAP" (WFP/EB.1/2017/5/1/Rev.1), le Conseil:

- i) a approuvé l'affectation d'un montant de **13,5 millions de dollars** du Compte de péréquation des dépenses administratives et d'appui aux programmes pour financer des initiatives internes d'importance primordiale ayant trait: a) à la mise en œuvre de la feuille de route intégrée; b) à l'excellence en matière de coûts; c) à l'évaluation; et d) à la préparation aux situations d'urgence; et
- ii) a pris note de l'actualisation des données concernant le mécanisme de financement des services internes, et attendrait avec intérêt les examens ultérieurs qui seraient présentés dans les plans de gestion futurs.

Le Conseil a également pris note des observations du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (CCQAB) (WFP/EB.1/2017/5/2, WFP/EB.1/2017/11-B/2) et du Comité financier de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) (WFP/EB.1/2017/5/3, WFP/EB.1/2017/11-B/3).

21 février 2017

Rapports d'évaluation

2017/EB.1/6 **Rapport succinct de l'évaluation de la politique du PAM en matière de développement des capacités, et réponse de la direction**
Le Conseil a pris note du document intitulé "Rapport succinct de l'évaluation de la politique du PAM en matière de développement des capacités" (WFP/EB.1/2017/6-A/Rev.1) et de la réponse de la direction publiée sous la cote WFP/EB.1/2017/6-A/Add.1, et a invité à continuer de donner suite aux recommandations qui y figurent, en tenant compte des questions qu'il avait soulevées au cours de ses débats.
21 février 2017

Portefeuille d'activités dans la région Amérique latine et Caraïbes**2017/EB.1/7 Augmentations budgétaires pour des interventions prolongées de secours et de redressement—Haïti 200618**

Le Conseil a approuvé l'augmentation budgétaire proposée de 56,6 millions de dollars É.-U. pour l'intervention prolongée de secours et de redressement Haïti 200618, "Renforcer la préparation aux situations d'urgence et la résilience", ainsi que la prolongation de l'intervention pour une durée de 15 mois allant du 1^{er} avril 2017 au 30 juin 2018 (WFP/EB.1/2017/8/2).

21 février 2017

2017/EB.1/8 Plans stratégiques de pays—El Salvador (2017–2021)

Le Conseil a approuvé le plan stratégique pour El Salvador (2017–2021) (WFP/EB.1/2017/7/4), pour un coût total pour le PAM de 88,8 millions de dollars.

21 février 2017

2017/EB.1/9 Plans stratégiques de pays—Équateur (2017–2021)

Le Conseil a approuvé le plan stratégique pour l'Équateur (2017–2021) (WFP/EB.1/2017/7/2/Rev.2), pour un coût total pour le PAM de 41,6 millions de dollars.

21 février 2017

2017/EB.1/10 Plans stratégiques de pays—Colombie (2017–2021)

Le Conseil a approuvé le plan stratégique pour la Colombie (2017–2021) (WFP/EB.1/2017/7/5/Rev.1), pour un coût total pour le PAM de 84,5 millions de dollars.

21 février 2017

Portefeuille d'activités dans la région Afrique australe**2017/EB.1/11 Plans stratégiques de pays—Zimbabwe (2017–2021)**

Le Conseil a approuvé le plan stratégique pour le Zimbabwe (2017–2021) (WFP/EB.1/2017/7/7/Rev.1), pour un coût total pour le PAM de 255,3 millions de dollars.

22 février 2017

Portefeuille d'activités dans la région Afrique de l'Est et Afrique centrale**2017/EB.1/12 Augmentations budgétaires pour des interventions prolongées de secours et de redressement—Ouganda 200852**

Le Conseil a approuvé l'augmentation budgétaire proposée de 90 millions de dollars pour l'intervention prolongée de secours et de redressement Ouganda 200852, "Assistance alimentaire en faveur des ménages vulnérables", ainsi que la prolongation de l'intervention pour une durée d'un an allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2017 (WFP/EB.1/2017/8/1/Rev.1).

22 février 2017

Portefeuille d'activités dans la région Afrique de l'Ouest**2017/EB.1/13 Rapport succinct de l'évaluation de l'intervention menée par le PAM pour faire face à la crise liée au virus Ebola en Guinée, au Libéria et en Sierra Leone, et réponse de la direction**

Le Conseil a pris note du document intitulé "Rapport succinct de l'évaluation de l'intervention menée par le PAM pour faire face à la crise liée au virus Ebola en Guinée, au Libéria et en Sierra Leone" (WFP/EB.1/2017/6-B) et de la réponse de la direction publiée sous la cote WFP/EB.1/2017/6-B/Add.1, et a invité à continuer de donner suite aux recommandations qui y figurent, en tenant compte des questions qu'il avait soulevées au cours de ses débats.

22 février 2017

Portefeuille d'activités dans la région Asie et Pacifique**2017/EB.1/14 Rapport succinct de l'évaluation du portefeuille d'activités à Sri Lanka (2011-2015), et réponse de la direction**

Le Conseil a pris note du document intitulé "Rapport succinct de l'évaluation du portefeuille d'activités à Sri Lanka (2011-2015)" (WFP/EB.1/2017/6-C) et de la réponse de la direction publiée sous la cote WFP/EB.1/2017/6-C/Add.1, et a invité à continuer de donner suite aux recommandations qui y figurent, en tenant compte des questions qu'il avait soulevées au cours de ses débats.

22 février 2017

2017/EB.1/15 Plans stratégiques de pays—Bangladesh (2017–2020)

Le Conseil a approuvé le plan stratégique pour le Bangladesh (2017–2020) (WFP/EB.1/2017/7/1*), pour un coût total pour le PAM de 201,6 millions de dollars.

22 février 2017

2017/EB.1/16 Plans stratégiques de pays—Indonésie (2017–2020)

Le Conseil a approuvé le plan stratégique pour l'Indonésie (2017–2020) (WFP/EB.1/2017/7/3/Rev.2), pour un coût total pour le PAM de 13 millions de dollars.

22 février 2017

2017/EB.1/17 Plans stratégiques de pays—Chine (2017–2021)

Le Conseil a approuvé le plan stratégique pour la Chine (2017–2021) (WFP/EB.1/2017/7/8/Rev.1), pour un coût total pour le PAM de 29,1 millions de dollars.

23 février 2017

2017/EB.1/18 **Plans stratégiques de pays—République démocratique populaire lao (2017–2021)**

Le Conseil a approuvé le plan stratégique pour la République démocratique populaire lao (2017-2021) (WFP/EB.1/2017/7/6), pour un coût total pour le PAM de 85,3 millions de dollars.

23 février 2017

Questions d'administration et de gestion

2017/EB.1/19 **Rapports du Corps commun d'inspection intéressant le travail du PAM**

Le Conseil a pris note des informations et recommandations figurant dans le document intitulé "Rapports du Corps commun d'inspection intéressant le travail du PAM" (WFP/EB.1/2017/11-A).

21 février 2017

2017/EB.1/20 **Point sur la politique de lutte contre la fraude et la corruption**

Le Conseil a pris note du document intitulé "Point sur la politique de lutte contre la fraude et la corruption" (WFP/EB.1/2017/11-B/1).

Le Conseil a également pris note des observations du CCQAB (WFP/EB.1/2017/5/2, WFP/EB.1/2017/11-B/2) et du Comité financier de la FAO (WFP/EB.1/2017/5/3, WFP/EB.1/2017/11-B/3).

21 février 2017

Résumé des travaux du Conseil d'administration

2017/EB.1/21 **Résumé des travaux de la deuxième session ordinaire de 2016 du Conseil d'administration**

Le Conseil a approuvé le document intitulé "Projet de résumé des travaux de la deuxième session ordinaire de 2016 du Conseil d'administration", dont la version finale serait disponible sous la cote WFP/EB.2/2016/16.

23 février 2017

ANNEXE II**Ordre du jour**

1. ***Adoption de l'ordre du jour (pour approbation)***
2. ***Élection du Bureau et désignation du Rapporteur***
3. ***Questions stratégiques actuelles et futures***
4. ***Questions de politique générale***
 - a) Politique en matière de changement climatique (*pour approbation*)
 - b) Politique environnementale (*pour approbation*)
 - c) Politique en matière de nutrition (*pour approbation*)
 - d) Recueil des politiques relatives au Plan stratégique (*pour information*)
5. ***Ressources, questions financières et budgétaires***
 - Additif au Plan de gestion du PAM pour 2017–2019: Utilisation du Compte de péréquation des dépenses AAP (*pour approbation*)
6. ***Rapports d'évaluation (pour examen)***
 - a) Rapport succinct de l'évaluation de la politique du PAM en matière de développement des capacités, et réponse de la direction
 - b) Rapport succinct de l'évaluation de l'intervention lancée par le PAM pour faire face à la crise liée au virus Ebola: Guinée, Libéria et Sierra Leone, et réponse de la direction
 - c) Rapport succinct de l'évaluation du portefeuille d'activités à Sri Lanka (2011–2015) et réponse de la direction

Questions opérationnelles

7. ***Plans stratégiques de pays (pour approbation)***
 - Bangladesh (2017–2020)
 - Chine (2017–2021)
 - Colombie (2017–2021)
 - Équateur (2017–2021)
 - El Salvador (2017–2021)
 - Indonésie (2017–2020)
 - République démocratique populaire lao (2017–2021)
 - Zimbabwe (2017–2021)
8. ***Projets soumis au Conseil d'administration pour approbation (pour approbation)***

Augmentations budgétaires pour des interventions prolongées de secours et de redressement

 - Haïti 200618
 - Ouganda 200852
9. ***Rapports de la Directrice exécutive sur des questions opérationnelles (pour information)***
 - a) Projets de développement approuvés par la Directrice exécutive entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2016
 - El Salvador 200932
 - Zimbabwe 200945
 - Zimbabwe 200946

- b) Augmentations budgétaires pour des activités de développement approuvées par la Directrice exécutive entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2016
 - c) Interventions prolongées de secours et de redressement approuvées par la Directrice exécutive entre le 1^{er} juillet et le 31 décembre 2016
 - Lesotho 200980
 - Sierra Leone 200938
 - d) Augmentations budgétaires pour des interventions prolongées de secours et de redressement approuvées par la Directrice exécutive entre le 1^{er} juillet et le 31 décembre 2016
 - e) Opérations d'urgence approuvées par la Directrice exécutive ou par la Directrice exécutive et le Directeur général de la FAO entre le 1^{er} juillet et le 31 décembre 2016
10. ***Questions d'organisation et de procédure***
- Programme de travail du Conseil d'administration pour l'exercice biennal 2017-2018 (*pour information*)
11. ***Questions d'administration et de gestion***
- a) Rapports du Corps commun d'inspection intéressant le travail du PAM (*pour examen*)
 - b) Point sur la politique de lutte contre la fraude et la corruption (*pour examen*)
 - c) Rapport succinct de l'examen de l'initiative de renforcement organisationnel destinée à adapter la structure du PAM à sa mission (*pour information*)
12. ***Résumé des travaux de la deuxième session ordinaire de 2016 du Conseil d'administration***
(*pour approbation*)
13. ***Questions diverses***
- Rapport sur la visite du Conseil d'administration du PAM en Équateur (*pour information*)
14. ***Vérification des décisions et recommandations adoptées***

Liste des sigles utilisés dans le présent document

budget AAP	budget administratif et d'appui aux programmes
CCI	Corps commun d'inspection
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FIDA	Fonds international de développement agricole
HCR	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
IPSR	intervention prolongée de secours et de redressement
ODD	objectif de développement durable
PSP	plan stratégique de pays
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance